



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3581

Texte de la question

POLITIQUE AGRICOLE

M. le président. La parole est à Mme Marianne Dubois, pour le groupe Les Républicains.

Mme Marianne Dubois. Ma question s'adresse au Premier ministre ; j'y associe mon collègue Jean-Pierre Door.

La crise agricole, d'une ampleur inédite, s'enracine, avec comme fertilisants l'accumulation de mauvaises nouvelles. Toutes les filières sont touchées et aucun département n'est épargné – je pense notamment au Loiret, très mobilisé aujourd'hui.

Certes, des mesures ont été prises, mais ce ne sont pas les millions d'euros, ni les reports divers et variés qui feront l'avenir de notre agriculture ! Nous avons besoin de la mobilisation de l'ensemble du Gouvernement.

Permettez-moi donc de faire quelques suggestions avant le remaniement ministériel annoncé.

Nous aurions besoin d'un ministre, très volontaire, des affaires européennes à Bruxelles, pour en finir avec le *dumping* social et tendre enfin vers une harmonisation européenne. (*« Très bien ! » et applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Nous aurions besoin d'un ministre des affaires étrangères habile afin de retrouver nos marchés à l'export, notamment en Russie. (*Mêmes mouvements.*)

M. Bernard Roman. Incroyable !

Mme Marianne Dubois. Nous aurions besoin d'un ministre des finances efficace qui active les leviers permettant de redonner de la compétitivité au secteur agricole et qui fasse bénéficier celui-ci du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et de la baisse des charges. (*Mêmes mouvements.*)

Nous aurions besoin d'un ministre de l'économie courageux, qui se penche efficacement sur les clauses de renégociation et sur les relations entre les producteurs, les transformateurs et les distributeurs. (*Mêmes mouvements.*)

Enfin, nous aurions besoin d'un vrai ministre de l'agriculture ... (*« Eh oui ! » et vifs applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants. – Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Bernard Roman. Quelle opposition constructive !

Mme Marianne Dubois. ...qui simplifierait les transpositions de règles communautaires, ainsi que les normes et mesures ayant un impact négatif. Surtout, nous aurions besoin d'un ministre à temps plein, qui ne se consacrerait qu'à ses dossiers et à la valorisation des produits français !

M. Marc Dolez. C'est lamentable !

Mme Marianne Dubois. Mon propos est amer, et je n'ai pas l'habitude de poser des questions sur ce ton, mais nos campagnes désespérées le méritent !

Monsieur le Premier ministre, combien de croix blanches faudra-t-il encore sur le parvis de la basilique de Sainte-Anne-d'Auray pour que vous preniez enfin la mesure de la situation ? *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Madame la députée, vous n'avez pas l'habitude de poser ce type de questions ? Eh bien, je vais quand même vous répondre.

En effet, nous aurions eu besoin d'un ministre européen qui ne cède pas lorsque l'on a décidé d'abandonner les quotas laitiers ! (« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.– Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Nous aurions eu besoin d'un ministre de l'agriculture qui défende il y a quelques années un budget de l'agriculture tel que cela aurait permis aux agriculteurs de toucher aujourd'hui légitimement des aides pour rétribuer leur travail ! *(Mêmes mouvements.)*

M. Dominique Dord. Quatre ans que vous êtes au pouvoir !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Nous aurions eu besoin d'un ministre des finances qui ne fasse pas voter, avec le soutien de la majorité de l'époque, une loi de modernisation de l'économie dont la conséquence est que nous sommes obligés aujourd'hui de subir la loi de la grande distribution ! *(Mêmes mouvements.)*

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Quatre ans !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Alors, madame la députée, avant de poser ce type de questions, ayez en tête ce que vous avez fait ! *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. Chers collègues, s'il vous plaît !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Il ne faut pas raconter d'histoires aux agriculteurs !

Il y a aujourd'hui une crise, qui découle de la situation du marché à l'échelle européenne et internationale.

Pour ce qui est de la Russie, nous avons bien sûr travaillé pour lever l'embargo.

M. Sylvain Berrios. Ah oui ? Vous avez écrit une lettre ?

M. Stéphane Le Foll, ministre. Mais je veux citer un chiffre qui vient d'être publié aujourd'hui par FranceAgriMer : la valeur ajoutée dégagée par la filière porcine à l'export est de 70 centimes par kilo en

Espagne, de 55 centimes par kilo en l'Allemagne, de 50 centimes par kilo aux Pays-Bas et de 30 centimes par kilo en France. Si nous avions eu il y a quelques années un ministre de l'agriculture capable de structurer cette filière, nous n'en serions pas là ! *(Les députés du groupe socialiste, républicain et citoyen se lèvent et applaudissent.– Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe écologiste.– Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Données clés

Auteur : [Mme Marianne Dubois](#)

Circonscription : Loiret (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3581

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 février 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 février 2016](#)